



Actus Agricoles

Paris et Bruxelles lâchent encore du lest et la FNSEA et JA appellent à suspendre les blocages pour entrer dans une nouvelle forme de mobilisation.

Dans [son discours](#) aux agriculteurs à midi le 1er février 2024, le Premier ministre a annoncé une volonté nouvelle d'être souverains, pour cultiver, récolter, alimenter. « Nous inscrirons l'objectif de souveraineté dans la loi (...). Nous consacrerons dans le code rural l'agriculture comme un intérêt fondamental de la nation », a-t-il déclaré, tout en précisant que « ce n'est pas une souveraineté retranchée sur elle-même (...) notre agriculture est un de nos principaux exportateurs avec les céréales, les vins, les spiritueux, les produits laitiers ». Il a parlé de réciprocité. Et le travail a commencé à être mené à Bruxelles, où les producteurs notamment Belges et Allemands expriment aussi leur colère. Premières annonces sur les importations Ukrainiennes, les jachères, le Mercosur. La France veut aussi défendre une évolution du ratio prairie et prairies sensibles. Dans l'attente des évolutions sur ce point, la France appliquera une dérogation à l'obligation de réimplantation pendant un an. De son côté, à Bruxelles au Conseil européen le même jour, Emmanuel a porté les mêmes messages.

Le gouvernement se fixe 8 objectifs avec des mesures concrètes :

1- Mieux reconnaître le métier d'agriculteur

- Graver dans la loi la souveraineté alimentaire dans la loi et faire la transparence sur les progrès réalisés, dans chaque filière
- Faire aboutir [la loi sur les troubles de voisinage](#) pour protéger les agriculteurs contre les recours abusifs

2- Redonner de la valeur à notre alimentation

- Légiférer au niveau européen sur la dénomination de ce qu'est la viande de synthèse
- Promouvoir l'étiquetage de l'origine des produits, notamment au niveau européen
- Accélérer le respect de la loi Egalim, notamment dans la restauration collective

3- Redonner du revenu aux agriculteurs

- Renforcer la loi Egalim en France et l'élargir à l'Europe par rapport aux centrales d'achat
- Renoncer à la hausse du GNR et des redevances eau et RPD
- Soutenir spécifiquement les éleveurs avec une enveloppe de 150 millions d'euros en soutien fiscal et social dès cette année et de façon pérenne
- Augmenter les retraites agricoles

4- Protéger contre la concurrence déloyale

- S'opposer à l'accord de libre-échange avec le Mercosur
- Instaurer de vraies mesures miroirs et des clauses de sauvegarde claires, notamment avec l'Ukraine
- Créer une force européenne de contrôle pour lutter contre la fraude, notamment sanitaire, avec des contrôles effectifs

5- Simplifier la vie quotidienne des agriculteurs

- Simplifier les démarches et délais administratifs notamment (le chantier est lancé)
- Accélérer et soutenir les projets d'eau (un plan d'eau a été annoncé)

6- Lutter contre les surtranspositions

- Recaler les calendriers français et européen concernant l'examen de réhomologation des produits phytosanitaires. « Pas d'interdiction sans solution ».
- Arrêter d'interdire en France des produits alors que la procédure est en cours au niveau européen
- Faire une pause dans le plan Ecophyto

7- Assurer l'avenir

- Proposer des mesures fiscales concrètes en faveur de la transmission dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025
- Mettre en œuvre le pacte pour le renouvellement des générations en agriculture

8- Préserver notre souveraineté face au changement climatique

Gabriel Attal invite les agriculteurs à se remettre autour de la table pour parler lutte contre le changement climatique. Le gouvernement a déjà mis 1,3 md€ pour aider les agriculteurs dans ce combat. De nouveaux fonds seront mobilisés.

source : <https://www.agiragri.com/fr/blog/actualites/article/crise-agricole-de-nouvelles-annonces/>